



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 410 – 30 juillet 2021

Zoom sur la conjoncture dans l'UEMOA au 1^{er} trimestre 2021

[Le rapport sur la politique monétaire de l'UEMOA de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest \(BCEAO\)](#), présentant l'évolution des indicateurs macroéconomiques dans l'UEMOA, indique que la reprise économique s'est poursuivie au sein de l'union au cours du 1^{er} trimestre de l'année.

📌 Une reprise de l'activité économique dans tous les pays de l'UEMOA

La reprise économique dans l'UEMOA s'est consolidée au 1^{er} trimestre 2021, avec une hausse du PIB réel de 3,2% en glissement annuel (g.a.), après +1,8% le trimestre précédent. Tous les pays de l'UEMOA affichent une croissance positive pour ce trimestre, avec le Bénin en tête de liste (+3,9%). Au niveau de l'offre, cette évolution est principalement portée par le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance s'est située à 1,7 point de pourcentage (pp), traduisant le regain d'activités des transports et des services d'information et de communication. Quant aux secteurs primaire et secondaire, leurs contributions respectives sont estimées à 0,8 et 0,7 pp. Du côté de la demande, la croissance du PIB continue d'être portée par la consommation (+2,9% en g.a. ; contre 1% le trimestre précédent) et l'investissement (+7,2% en g.a. ; contre +8,6 le trimestre précédent). Selon la BCEAO, le taux de croissance de l'Union est attendu à +5,6% en 2021 contre +1,5% en 2020.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,6%

La projection de croissance de l'UEMOA en 2021, selon la BCEAO

Taux de croissance du PIB réel des Etats de l'UEMOA (en %)

Pays	T1 2020 (en g.a)	T2 2020 (en g.a)	T3 2020 (en g.a)	T4 2020 (en g.a)	2020 (Estimation)	T1 2021 (en g.a)	2021 (Projection)
Bénin	+5,5	+3,3	+2,7	+3,8	+3,8	+3,9	+6
Burkina Faso	+2,9	+2,1	+2,3	+2,6	+2,5	+3,1	+5,1
Côte d'Ivoire	+4,5	-1,2	+1,6	+2,1	+1,8	+3,5	+6,5
Guinée-Bissau	+0,5	-4,9	-3	-1,7	-2,3	+2,7	+3,3
Mali	+0,1	-2,2	-2,7	-1,7	-1,6	+2,9	+4,3
Niger	+2,1	+0,9	+0,9	+0,9	+1,2	+3	+6,9
Sénégal	+3,1	0	+0,5	+2,5	+1,5	+2,5	+3,7
Togo	+5,8	0	+0,7	+0,7	+1,8	+2,9	+4,8
UEMOA	+3,6	-0,2	+1	+1,8	+1,5	+3,2	+5,6

Source : BCEAO

☛ Une amélioration du déficit budgétaire

L'exécution des budgets nationaux sur le 1^{er} trimestre de l'année 2021 fait ressortir une contraction du déficit budgétaire, résultant d'un accroissement des recettes et dons face à des dépenses publiques quasiment stables. En effet, les recettes et dons ont augmenté de 10,4% en g.a. pour s'établir à 3 628,6 Mds FCFA (5,5 Mds EUR ; 15,2% du PIB) à fin mars 2021. Cette progression résulte principalement de l'augmentation de 12,4% des recettes fiscales qui se sont situées à 3 076,9 Mds FCFA (4,7 Mds EUR ; 12,1% du PIB), en lien avec la reprise économique ainsi que la suppression de certaines mesures d'allègement fiscal prises par les Gouvernements suite au déclenchement de la crise de la COVID-19. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils sont restés quasiment stables (+0,4%) par rapport au 1^{er} trimestre 2020 et s'établissent à 4 330,8 Mds FCFA (6,6 Mds EUR ; 19,1% du PIB). La croissance significative des dépenses en capital (+29,3%) a été pratiquement atténuée par le repli des dépenses courantes (-3,9%) et des autres dépenses (-56,4%). En conséquence, le déficit budgétaire se chiffre à fin mars 2021 à 702,2 Mds FCFA (1,1 Md EUR), représentant 2,9% du PIB, contre 4,5% du PIB à fin mars 2020.

☛ Un déficit commercial en baisse

Au 1^{er} trimestre 2021, le déficit commercial de l'UEMOA s'est réduit de 7,1% en g.a. pour ressortir à 171,6 Mds FCFA (260,9 M EUR), du fait d'une progression des exportations (+3,9%) légèrement plus forte que celle des importations (+3,5%). La hausse des exportations traduit principalement la reprise des ventes de produits pétroliers (+13,6%), de caoutchouc (+41,7%) et de coton (+20,3%), en raison principalement de l'orientation favorable des cours de ces produits, ainsi que celles de la noix de cajou (+10,7%) et de l'or (+5,0%), en relation avec l'augmentation des volumes expédiés. Quant à la hausse des importations, elle est principalement portée par celle de la facture énergétique (+13,4%) du fait de la forte progression des cours du pétrole sur les marchés internationaux.

☛ Une décélération de l'inflation

Le taux d'inflation de l'UEMOA s'est établi à 2,2% en glissement au 1^{er} trimestre 2021, après 2,7% le trimestre précédent. Cette décélération reflète principalement l'amélioration de l'offre de céréales, de produits de la pêche, de légumes ainsi que de tubercules et plantains. Pour l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation moyen dans l'UEMOA est projeté à 2,2%, après 2,1% en 2020.

🍷 Régional

Ecobank et Microsoft s'unissent pour apporter des outils numériques aux PME

[Le Groupe Ecobank, Microsoft, LinkedIn, GitHub et l'Académie Ecobank ont convenu de proposer des formations](#) qui permettront aux petites et moyennes entreprises (PME) d'Afrique subsaharienne d'acquérir les compétences et les connaissances numériques nécessaires pour réussir dans le monde numérique. Le programme de [l'Initiative pour les Compétences Universelles](#) est disponible sur un portail en ligne où les PME peuvent s'inscrire et bénéficier de formations dans dix domaines de compétences, dont les

services à la clientèle, le marketing numérique, l'analyse financière, et la gestion de projets. Pour rappel, Ecobank est le 1^{er} groupe bancaire en Afrique de l'Ouest, avec notamment 10,7% de part de marché et 13,5% du résultat net global des banques de l'UEMOA en 2020.

Partenariat entre la BOAD et l'UEMOA pour l'accélération de la digitalisation

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ont signé le 28 juillet 2021, [une convention de partenariat visant à soutenir conjointement la réalisation des programmes et projets de développement et de promotion du secteur de l'économie numérique](#)

[dans l'espace UEMOA](#). Entre autres, les deux institutions se sont engagés à collaborer à l'élaboration et à l'adoption d'un cadre réglementaire régional en matière d'économie numérique et des textes communautaires visant la promotion des usages numériques ; mener un plaidoyer de haut niveau pour bénéficier de soutiens à la mise en œuvre des projets ; mobiliser des ressources pour le financement des études de faisabilité et la construction d'infrastructures ; fournir une assistance aux **Etats membres dans la mise en œuvre des services publics numériques**. 8 programmes et projets ont déjà été retenus dans le cadre de cette future collaboration. Par ailleurs, la BOAD envisage la création, avec l'appui de la KfW, d'un Fonds dédié aux projets numériques. La dotation prévue de ce Fonds est estimée à 30 M EUR (9,7 M EUR de la KfW et 20,3 M EUR de la BOAD) pour la première phase d'une durée de trois années.

🍷 Bénin

[20 Mds FCFA pour le Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires à Parakou](#)

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le gouvernement béninois ont procédé à la [signature d'un accord de prêt de 20 Mds FCFA \(30,4 M EUR\), relatif au déploiement du Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires \(PAPVS\) dans la ville de Parakou](#). Pour rappel, le financement de ce projet a été approuvé par le conseil d'administration de la BOAD le 26 mai 2021. **L'objectif du PAPVS est de renforcer le réseau de drainage des eaux pluviales de 8 villes cibles afin de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations face aux risques d'inondation.**

🍷 Burkina Faso

[De nouvelles mesures pour le développement des pôles de croissance](#)

Le Comité national de pilotage des pôles de croissance (CNPPC) [a tenu sa session annuelle](#) le 9 juillet 2021 sur le thème : "Relever le défi du développement industriel des agropoles en vue **d'accroître la résilience économique nationale**". Les agropoles sont considérés comme des **instruments nécessaires pour l'équilibre de la balance commerciale et alimentaire**. A l'issue de la réunion, des mesures et recommandations ont été adoptées, parmi lesquelles : (i) l'adoption de la note de cadrage pour l'accélération du processus d'opérationnalisation du technopôle pharmaceutique de Kokologho ; (ii) la mise en place d'un dispositif sécuritaire au niveau des agropoles de Samendeni et du Sourou afin d'optimiser la sécurité des investisseurs nationaux et étrangers ; (iii) la réduction des délais de paiement lors des achats des produits agricoles.

[Don de 1,6 M EUR du Japon pour la lutte contre l'insécurité alimentaire](#)

Le Ministre des Affaires Etrangères et l'Ambassadeur du Japon au Burkina Faso, ont procédé, le 21 juillet 2021, à [la signature d'un accord](#) relatif à l'octroi d'un don alimentaire du gouvernement du Japon au Burkina Faso. Le don, d'une valeur de 2,5 Mds FCFA (1,6 M EUR), constitué essentiellement de riz, permettra de renforcer les réserves de la Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire (SONAGESS). Une partie du riz sera distribuée **aux personnes vulnérables** et l'autre partie vendue pour financer des projets de développement.

Cap-Vert

Signature d'un accord avec NVI pour la construction d'un hôtel de luxe

L'Etat du Cap-Vert et la société indienne New Vision Investment (NVI) ont signé, le 27 juillet 2021, un [accord de 228 M EUR pour la construction d'un hôtel cinq étoiles au quartier de Cidade Velha](#), classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Intitulé "Ocean Cliffs Resort", le projet hôtelier comprend 719 chambres et devrait générer plus de 1 000 emplois directs.

Le parlement entame les discussions pour la LFR 2021

Le 28 juillet 2021, le parlement du Cap-Vert a ouvert les discussions sur [le projet de loi de finance rectificative](#) (LFR 2021). Le gouvernement propose un budget rectificatif à 78 Mds CVE (708 M EUR), en hausse de 0,1% par rapport au budget initial. La proposition de révision budgétaire prévoit une baisse de la croissance économique du pays, notamment entre 3% et 5,5% contre 6,8% à 8,5% prévu initialement ; un déficit public à 13,7% du PIB (contre une prévision initiale à 9,3%) et un encours de la dette publique estimé à 158,6% du PIB à fin 2021.

Côte d'Ivoire

Reprise de l'activité commerciale au 1^{er} trimestre 2021

[Selon l'Institut national de la statistique](#) (INS), l'Indice du chiffre d'affaires du commerce (ICA) a augmenté de 4,7% au 1^{er} trimestre 2021 en g.a, indiquant une reprise d'activité dans le secteur du commerce. Celle-ci s'explique principalement par la hausse de l'indice du commerce de gros et activités des intermédiaires (+10,5% en g.a.) ainsi que celle du commerce de détail (+3% en g.a.). En revanche, l'indice du commerce et réparation d'automobiles et de motocycles a chuté de 12% en g.a.

Signature de convention pour la digitalisation de l'assurance automobile

L'Association des assureurs de Côte d'Ivoire (ASA-CI) et le consortium BARNOIN/SIIN ont signé une [convention portant sur le développement d'une plateforme digitale pour la production et la gestion des attestations d'assurance automobile électroniques](#). Cette plateforme contribuera ainsi à sécuriser tout en respectant le tarif minimum de l'assurance obligatoire responsabilité civile automobile sur chaque contrat émis par les compagnies. Il est attendu qu'elle soit interconnectée aux systèmes d'information des partenaires clés (Quipux, Sicta, Police, Gendarmerie, guichet unique de l'automobile, bureau national de la carte brune).

12 Mds FCFA du FIDA pour le financement du secteur agricole

Le Ministre de l'économie et des finances et le Vice-président du Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé le 22 juillet [un accord de financement d'un montant de 12,2 Mds FCFA \(19 M EUR\), comprenant 2 Mds FCFA \(3 M EUR\) de don, pour la mise en œuvre du Projet d'urgence agricole \(PUA-CI\)](#). Le PUA-CI, dont la durée d'exécution porte sur la période 2021-2023 et qui cible 53 600 ménages, devrait permettre aux acteurs des filières concernées de bénéficier de crédits à taux zéro et faciliter la transition vers des pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques et sobres en carbone. D'un montant global de 27 Mds FCFA (41 M EUR), ce projet est financé par le FIDA (46%), l'Etat de Côte d'Ivoire (2%) et l'Initiative pour le financement vert inclusif (56%).

Lancement d'un projet pour la production de cacao sans déforestation

Les autorités ivoiriennes et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont procédé au [lancement du Projet de promotion d'une production de cacao sans déforestation pour réduire les émissions en Côte d'Ivoire \(PROMIRE\) le 27 juillet 2021](#). D'un coût total de 11,8 M USD financé par le Fonds Vert

pour le Climat auprès de la FAO, le projet a pour **objectif de mettre en œuvre des modèles agroforestiers** pour une production de cacao sans déforestation. Prévu sur 5 ans (2021-2026), ce projet appuiera la finalisation et **l'opérationnalisation de l'architecture REDD+** (mécanisme international de Réduction des Emissions de gaz à effet de serre, issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts) aux niveaux national et infranational.

🇬🇲 Gambie

200 K EUR de l'UE au soutien des victimes des tempêtes de vent

En réponse à la tempête de vent qui a frappé le pays au début du mois de juillet 2021, l'Union Européenne (UE) [a accordé](#) 12 M GMD (200 K EUR) en soutien aux personnes les plus démunies. Les fonds permettront à la Croix-Rouge gambienne d'apporter une aide d'urgence en matière d'abris provisoires, de moyens de subsistance, de besoins sanitaires et de soutien psychologique.

🇬🇳 Guinée

La balance des paiements est positive au 1er trimestre 2021

Selon [le tableau de bord mensuel de l'économie guinéenne](#), les échanges du pays avec le reste du monde au 1^{er} trimestre 2021 se sont soldés par une capacité de financement de 360,9 M USD, contre un besoin de financement de 63,7 M USD au 1^{er} trimestre de l'année précédente. Ce solde positif de la balance des paiements s'explique notamment par **l'évolution positive** de la balance commerciale. En effet, au 1^{er} trimestre 2021, les exportations se sont élevées à 1 596,4 M USD (dont 56% pour l'or non monétaire) et les importations à 1 010,9 M USD, soit un solde commercial positif de 585,5 M USD. Grâce à cette bonne performance, les réserves brutes de changes ont connu une progression de 88,5 M

USD pour s'établir à 1 570,8 M USD, soit 4,2 mois d'importations de biens et services.

Inflation à +12,2% en juin 2021

Selon [l'Institut national de la statistique](#), le **taux d'inflation en juin 2021 s'est établi à +12,2%** en glissement annuel (g.a), contre +12,4% le mois précédent. **L'inflation a notamment été portée** par les prix de l'ameublement et des équipements ménagers (+20,9% en g.a) ainsi que ceux des produits alimentaires (+15,8% en g.a), dont les légumes (+32,6% en g.a), la viande (+26,5% en g.a) et les épices (+21,3% en g.a). Cette augmentation a été légèrement atténuée par la baisse des prix des transports (-4,2% en g.a.). **Pour l'année 2021, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à +11,6%** par le FMI.

🇱🇮 Libéria

Hausse des créances en souffrances en mai 2021 en g.a.

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#), publié par la Banque centrale du Libéria, le taux de créances en souffrance a progressé de 3,1 point de pourcentage (pp) en glissement annuel (g.a.) en mai 2021 pour s'établir à 25,6% du total des prêts (au-dessus de la norme réglementaire de 10% maximum). **En outre, l'encours** des prêts bancaires a diminué de 9,3% en g.a. en mai 2021 pour s'établir à 76,5 Mds LRD (445 M USD). Enfin, les indicateurs de solidité financière ont connu une évolution favorable, en particulier le ratio d'adéquation du capital a progressé de 1,6 pp en g.a pour s'établir à 30,1% (au-dessus du seuil réglementaire de 10%).

🇲🇷 Mauritanie

A la recherche d'un partenaire pour le projet gazier du champ "BANDA"

Le Conseil des ministres a approuvé, le 20 juillet 2021, le [projet de décret autorisant la dérogation à la procédure d'appel à la concurrence sur une](#)

[zone du domaine pétrolier du champ gazier de Banda](#). Situé à 53 km à l'ouest des côtes mauritaniennes, sur une profondeur de 1 200 mètres, le champ de Banda rencontrait des difficultés à attirer des investisseurs. Le projet de décret propose de mettre en place un processus de sélection d'un opérateur pour signer un contrat d'Exploration-Production sur Banda, en vue de la production d'énergie GTP et toutes autres types de productions issues du gaz.

Signature d'un mémorandum d'entente entre la Somelec et la Songelgaz

[La société mauritanienne d'électricité \(Somelec\) et la société algérienne d'électricité et du gaz \(Sonelgaz\) ont signé, le 27 juillet 2021, un mémorandum d'accord](#) relatif au partage d'expérience et d'expertise dans les domaines de la formation, de l'efficacité électrique, des énergies renouvelables, de l'électrification rurale et de l'accès universel aux services de l'électricité. Pour rappel, la Somelec a pour objectif de fournir l'électricité à toute la population à l'horizon 2030. En 2019, selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité est de 45,8%.

🇳🇮 Niger

L'extrême pauvreté en hausse selon un rapport de la BM

Dans un rapport intitulé "[Maximiser l'efficacité des dépenses publiques pour mieux reconstruire](#)", la Banque mondiale (BM) alerte sur l'impact des crises sanitaire et sécuritaire sur l'économie nigérienne. En effet, selon la BM, celles-ci ont engendré une augmentation de la pauvreté (42,9% de la population en 2020) avec notamment 400 000 nouvelles personnes basculant dans l'extrême pauvreté. Si le pays devrait connaître un rebond de croissance à 5,5% en 2021, il reste vulnérable à l'impact de la pandémie, ainsi qu'aux aléas climatiques et à la dégradation de la situation sécuritaire. Pour une reprise économique soutenable, la BM formule plusieurs recommandations, entre autres : (i)

améliorer la mobilisation des ressources intérieures et l'efficacité des dépenses publiques ; (ii) investir massivement et efficacement dans le capital humain.

Etat des lieux des chantiers pétroliers

Le Ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Energies Renouvelables, [a effectué des visites](#) sur différents sites et chantiers pétroliers et gaziers. À Agadem, le ministre a pu évaluer les conditions d'exploitation du pétrole. Sur environ 300 puits, ayant des profondeurs comprises entre 2 500 et 4 300 m qui composent le bloc pétrolier, seul 80 sont exploités. En outre, les travaux de construction du pipeline Niger-Bénin sont bien avancés, permettant son opérationnalisation en 2023. Pour rappel, [selon les dernières estimations du gouvernement](#), le secteur pétrolier représentera, à partir de 2022, 25% du PIB, 45% des recettes fiscales, 68% des exportations et 12% des emplois formels.

🇸🇳 Sénégal

Inflation à +2% en juin 2021

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie ([ANSD](#)), l'inflation s'est établie à +2% en glissement annuel (g.a.) en juin 2021, contre +1,3% en g.a. le mois précédent. Cette hausse du **indice des prix** a notamment été tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,8% en g.a.) et ceux des meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer (+2,8% en g.a.). Elle a été atténuée par la baisse des prix du secteur des communications (-4,4% en g.a.) et des loisirs et cultures (-0,2% en g.a.). Pour rappel, [selon le FMI](#), le taux d'inflation devrait s'établir à 2% pour l'année 2021.

Les dépenses fiscales en hausse de 5,8% en 2019

Selon [le rapport d'évaluation budgétaire des dépenses fiscales](#) de l'année 2019, publié le 29 juin 2021, les dépenses fiscales se sont élevées à

750 Mds FCFA (1,1 Md EUR), soit 29,6% des recettes fiscales et 5,4% du PIB, et en hausse de 5,8% par rapport à l'année 2018. Les principaux bénéficiaires sont : les ménages (47,6%), les collectivités (23%) et les entreprises (19,2%), à travers principalement l'exonération de TVA sur biens et services. Cette évaluation a porté sur 262 des 339 mesures de dépenses fiscales mises en place par le gouvernement, soit un taux d'évaluation de 77,3%.

Sierra Leone

217 M USD des Etats-Unis pour le financement d'une centrale électrique

La Société internationale de financement du développement (DFC) des Etats-Unis [s'est engagée](#), le 28 juillet 2021, à accorder un prêt de 217 M USD pour la construction d'une centrale électrique dans la capitale Freetown. D'une capacité de 83 MW, cette centrale permettra de répondre à environ 24% de la demande d'électricité du pays. Pour rappel, en 2019, 22,7% de la population bénéficiait d'un accès à l'électricité selon la Banque mondiale.

Togo

Performance des établissements de crédit au 1er trimestre 2021

Lors de la [2^{ème} session du Conseil National de Crédit \(CNC\)](#) tenue le 15 juillet 2021, les autorités ont annoncé que les nouveaux crédits mis en place par les banques au 1^{er} trimestre 2021 se sont établis à 195 Mds FCFA (296,8 M EUR), soit

une hausse de 54% en glissement annuel (g.a.). Les crédits octroyés par les institutions de microfinance ont, quant à eux, atteint 37 Mds FCFA au 1^{er} trimestre 2021, soit une hausse de 2,8% en g.a. **Le taux d'intérêt débiteur moyen, en léger repli de 0,1 point de pourcentage, s'est situé à 7,6%.** Aussi, les efforts de digitalisation des services bancaires ont été soulignés : 12 des 13 banques au Togo offrent des solutions numériques à leurs clients (y compris la banque mobile).

Suspension de l'attribution et du renouvellement des agréments des ONG

[L'attribution et le renouvellement des agréments des Organisations non gouvernementales \(ONG\) sont suspendus pour opérer une réforme de leur cadre réglementaire.](#) Cette réforme devrait permettre de renforcer les résultats des interventions de ces structures, en les alignant sur les priorités du gouvernement et permettre à l'Etat d'assurer le contrôle, la transparence et l'efficacité de leurs actions. Le gouvernement dénombre à ce jour [53 ONG avec lesquelles a été signé un accord de siège](#) sur le territoire togolais. Celles-ci opèrent dans des domaines variés tels que la santé, l'éducation, le social, l'environnement ou encore la gouvernance.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr